

### INCENDIE DE L'AVION D'ECAIR

# Les résultats de l'enquête attendus

Un avion de type Boeing 737-300 appartenant à la compagnie aérienne congolaise Equatorial Congo Airlines (ECAir) a été touché par les flammes lors d'un incendie qui s'est produit le 5 septembre dernier à l'aéroport de Johannesburg en Afrique du Sud. Selon un communiqué d'ECAir, une équipe d'enquêteurs nationaux et sud-africains est à pied d'œuvre pour évaluer l'ampleur des dégâts sur l'appareil et déterminer les causes de l'accident.

Page 3



### SANTÉ PUBLIQUE

## Le Congo renforce la sécurité sanitaire



Les experts/Adiac

Un atelier s'est ouvert, le 7 septembre, à Brazzaville sur l'opérationnalisation de l'appui de l'Organisation mondiale de la santé dans la mise en œuvre du plan d'action national pour la sécurité sanitaire en République du Congo. « L'atelier ne donne pas seulement l'opportunité au Congo de disposer d'une équipe d'experts

capables de piloter la réponse de n'importe quelle urgence de santé publique mais aussi de combler les insuffisances en matière de préparation, de détection et de réponse aux urgences... », a indiqué le directeur de cabinet du ministre de la Santé et de la Population, Jean Ignace Tendelet.

Page 5

### CINÉMA

## Fermeture de la salle CanalOlympia

La salle de cinéma CanalOlympia, située à Poto-Poto dans le troisième arrondissement de Brazzaville, a fermé ses portes à compter du 6 septembre jusqu'à nouvel ordre. L'annonce a été faite sur la toile par les gestionnaires de cette salle inaugurée en 2019. Les cinéphiles se disent surpris par la nouvelle qui les prends de court.

Page 14



### LIGUE AFRICAINE DES CHAMPIONS

## AS Otohô affronte Cape Town City FC

Championne du Congo, AS Otohô sera aux prises le 10 septembre avec Cape Town City FC d'Afrique du Sud dans le cadre du match aller du tour préliminaire de la Ligue africaine des champions. Les Congolais

qui se trouvent à leur sixième participation à la compétition sont appelés à réaliser une bonne prestation afin de pouvoir atteindre la phase des poules.

Page 15

### EDITORIAL

## Ecoles

Page 2

### CUVETTE-OUEST

## La ville d'Ewo plongée dans le noir

Page 3

## ÉDITORIAL

## Ecoles

Les performances des sportifs de haut niveau suscitent un large intérêt populaire. Pour preuve, les Congolais gardent toujours en mémoire le souvenir de Yaoundé 1972, l'épopée du Onze national des moins de 20 ans à la 15e édition de la Coupe d'Afrique des nations de football Brazzaville 2007, mais aussi de la belle époque des Diables rouges dames de handball... Par ces victoires, le sport a en effet donné au Congo une identité. Celle d'une Nation dite du sport.

Ce sont des acquis qui devraient inciter les dirigeants à multiplier les stratégies pour conjuguer l'avenir du sport congolais au présent. Les Jeux de l'Office national des sports scolaires et universitaires battant de l'aile à cause du manque de financement, le Comité national olympique et sportif congolais (Cnosc) a annoncé au cours de l'assemblée générale élective de la Fédération congolaise de football, le 2 septembre, la mise en place d'un plan stratégique de la création des écoles de sports.

La vision du Cnosc consiste à former des jeunes de toutes les catégories et de toutes les disciplines dans le but de rehausser le sport d'élite au Congo. La structure compte notamment sur l'appui des bureaux exécutifs des fédérations sportives nationales pour accompagner cet ambitieux projet qui va contribuer à la préparation des sportifs de haut niveau aux échéances internationales. Cette nouvelle aventure visera tout simplement à assurer la relève, une politique qui manque cruellement aux clubs d'élite.

En termes d'infrastructures, le Congo possède tous les atouts pour développer les sports. La volonté d'apporter la pierre à l'édifice en vue d'offrir un meilleur encadrement à la jeunesse mais aussi les meilleures conditions de préparation aux sportifs est là. Il reste maintenant à s'en donner les moyens pour que la vision ne se limite pas à un simple souhait.

Les Dépêches de Brazzaville

## SERVICE PUBLIC

## Les cadres du ministère du Contrôle d'Etat dotés de nouvelles connaissances

L'atelier de renforcement des capacités des cadres du ministère du Contrôle d'Etat, de la Qualité du service public et de la Lutte contre les antivaleurs dans l'administration publique, organisé les 2 et 3 septembre à Brazzaville, a permis de transmettre aux directeurs centraux, départementaux et chefs de service nouvellement nommés des connaissances sur le cadre stratégique et les missions du ministère avant leur prise de fonctions.



Le ministre Jean-Rosaire Ibara posant avec les participants à l'ouverture de l'atelier Adiac

Axée sur l'organisation et le fonctionnement de ce nouveau ministère, cette formation a été placée sur le thème « Le contrôle d'Etat, la qualité du service public et la lutte contre les antivaleurs : trois outils au service de la performance de l'action publique ».

Selon les organisateurs, au regard des attentes du gouvernement et de la population, il était nécessaire d'harmoniser le modus operandi dans l'accomplissement des missions assignées aux nouveaux promus.

Le directeur de cabinet du ministre du Contrôle d'Etat, de la Qualité du service public et de la Lutte contre les antivaleurs dans l'administration publique, Simplice Mounianga, a rappelé que cet atelier visait, entre autres, à faire connaître aux participants la vision du ministre qui découle de celle du chef de l'Etat et leur expliquer les trois matières que

comporte ce ministère. Spécifiquement, il s'agissait de: renforcer la maîtrise des textes directeurs régissant l'action du ministre; transmettre aux participants les attentes du ministre; créer un esprit de cohésion entre les promus ainsi qu'avec les membres du cabinet.

« Au terme des travaux, je peux à juste titre affirmer que les objectifs assignés à ce présent atelier ont été largement atteints. Nous avons unanimement reconnu le mérite du présent atelier qui nous a permis de prendre conscience de l'intérêt que représentent les matières confiées à notre ministre. Je suis rassuré que nous disposons dès à présent des cadres aguerris pour nous permettre de parachever les chantiers en cours », a déclaré le directeur de cabinet.

Promu récemment directeur audit et conformité à la direction

générale du contrôle de l'Etat, Frey Imboua pense que ces deux jours de formation leur ont permis de retenir tous les points forts qui constituent l'ossature même du ministère. « Au sein de notre ministère, il y a une direction générale du contrôle d'Etat, de la qualité du service public et la lutte contre les antivaleurs. Ces trois maillons nous ont été présentés de façon à ce que nous aboutissions à la performance dans le service public telle que recherchée. Il faut reconnaître que le chantier est vaste, le ministre nous a promis qu'il mettra tout en œuvre de façon à ce que nous arrivions à finaliser ces missions dans les prérogatives qui sont les nôtres. Nous nous sentons maintenant prêts à accomplir et à accompagner le ministre dans ses tâches », a-t-il laissé entendre.

Parfait Wilfried Douniama

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo

## Secrétaire des rédactions :

Clotilde Ibara  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,  
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chefe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

## LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou  
Dorly Emilia Gankama (Cheffe de service)

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaïne Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoor-donnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa,  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Culture : Nioni Masela  
Sports : Martin Enyimmo  
Comptabilité et administration : Lukombo  
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa  
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

## PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)  
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,  
Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,  
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama,  
Dani Ndungidi.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs :  
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie :  
Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho,  
Sylvie Addhas

## Commercial Brazzaville :

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Tonto  
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima  
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,  
Irin Maouakani, Christian Nzoulani  
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubombé  
Ngoni /Tél. : (+242) 06 895 06 64

## TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

## INTENDANCE

Coordonnateur général:Rachyd Badila  
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi  
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo  
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

## DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaïne Angombo  
IMPRIMERIE  
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo  
Tél. : (+242) 05 629 1317  
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),  
Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service),  
Eustel Chrispain Stevy Oba,  
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,  
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire Nzoni B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,  
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,  
République du Congo  
Tél. : (+242) 06 895 06 64  
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## INCENDIE DE L'AVION D'ECAIR

# Les premiers résultats de l'enquête attendus

Des enquêteurs congolais et sud-africains sont mobilisés pour tenter d'élucider les causes de l'incendie survenu le 5 septembre à l'aéroport de Johannesburg (Afrique du Sud). Le rapport d'enquête devra déterminer le niveau du dégât sur l'aéronef de la compagnie aérienne congolaise et certainement situer les responsabilités.

Selon un communiqué de la compagnie aérienne congolaise, Equatorial Congo Airlines (ECAir), l'appareil endommagé par les flammes est de type B737-300, immatriculé TN-AJX, stationné à l'aéroport O.R Tambo de Johannesburg.

En effet, deux aéronefs de la même compagnie sont stationnés en Afrique du Sud depuis plusieurs années officiellement pour des travaux de maintenance.

L'incendie a contraint les autorités sud-africaines à fermer une des pistes de l'aéroport O.R Tambo. Au même moment, une équipe d'incendie et de sauvetage a réussi à maîtriser les flammes. Deux avions non opérationnels, dont celui d'ECAir, ont été touchés, comme l'on peut le voir dans une vidéo qui circule sur les réseaux sociaux.

« L'incendie s'est déclaré à l'aéroport international O.R



Tambo de Johannesburg en Afrique du Sud, le lundi 5 septembre 2022. Un aéronef appartenant à ECAir, a été touché par les flammes et a subi des dommages ma-

tériels. Un rapport d'expert sera commandité dans les tout prochains jours pour déterminer l'étendue des dommages », précise le même communiqué.

L'aéronef d'ECAir en flamme à l'aéroport O.R Tambo (Afrique du Sud) DR

Les avions d'ECAir sont cloués au sol depuis, le 10 octobre 2016, soit cinq ans après le lancement de la compagnie aérienne. Les quatre aéronefs d'ECAir sont stationnés, dont

un à l'aéroport Maya-Maya de Brazzaville, un en Ethiopie et deux autres en Afrique du Sud. De multiples tentatives et annonces du gouvernement n'ont pas permis de faire redécoller les avions d'ECAir. L'Etat congolais a préconisé de coopérer avec de nouveaux partenaires, tel que l'investisseur sud-africain Allegiance capital, afin de pouvoir relancer la compagnie aérienne. Lancée en août 2012, avec l'inauguration de son premier vol entre Paris et Brazzaville, la compagnie ECAir faisait la fierté nationale du pays en matière de transport aérien. En février 2014, la compagnie inaugurait une liaison entre Brazzaville et Dubaï. Mais, en raison de ses nombreuses dettes, elle a été contrainte en octobre 2016 de cesser ses activités par l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar.

**Fiacre Kombo**

## CUVETTE-OUEST

## Ewo dans le noir

La population d'Ewo connaît des moments difficiles ces dernières semaines. Depuis bientôt un mois, le chef-lieu du département de la Cuvette-Ouest vit dans le noir absolu. Hormis l'obscurité, l'eau ne coule pas non plus dans les robinets, rendant ainsi la vie sociale à Ewo quasi invivable.

Onze ans après la municipalisation accélérée de 2011, la ville d'Ewo est restée jusqu'à ce jour l'unique chef-lieu de département jamais connecté au réseau national d'électricité, tel qu'avait prévu le gouvernement. Pour éclairer la ville la nuit, l'E2C utilise des générateurs qui fonctionnent à base de carburant. Mais depuis que le pays traverse une pénurie aiguë des produits pétroliers finis, d'après les témoignages recueillis sur place, Ewo n'est plus approvisionnée. En conséquence, la ville est plongée dans les ténèbres depuis bientôt un mois. Lorsque la nuit tombe, la capitale de la Cuvette-ouest ressemble à une partie de la grande forêt équatoriale. A

Ewo, dès 19 heures ses ruelles et avenues sont vidées, les habitants sont terrés chez eux.

« Cela fera bientôt un mois que nous sommes dans le noir. Aucune raison officielle nous est avancée. Il s'avère que l'E2C est en déficit de carburant mais cela ne nous arrange pas vraiment. Je vends de la boisson ici mais depuis que la ville n'est plus desservie en électricité, je ne vends plus que de la bière chaude. J'ai perdu ma clientèle et cela est un manque à gagner pour moi », s'est plaint Jules Mobenda, un jeune débrouillard basé au quartier Ouenzé.

Robinetts secs à Ewo

La desserte en eau potable dépendant de l'électricité, depuis

que la ville est plongée dans l'obscurité, l'eau ne coule plus dans les robinets. Une pénurie aiguë qui donne du fil à retordre à la population forcée d'utiliser l'eau des puits et de la rivière Kouyou, très impropre à la consommation, au risque et péril de leur vie.

« Le malheur ne vient jamais seul. Depuis que nous sommes dans le noir, l'eau aussi ne coule plus à la pompe, étant donné que les deux sont intimement liées. Pour nous approvisionner en eau, nous nous contentons d'eau des puits et de la rivière mais cela n'est pas sans conséquence. Lorsqu'il y a pareille pénurie d'eau dans la ville, très souvent les enfants se noient à la rivière lorsqu'ils y vont pour se laver. La situation est vraiment pré-occupante », s'alarme un autre citoyen de la ville, rencontré au quartier Bouta.

**La route : l'autre problème non résolu**



Hôtel de la préfecture d'Ewo DR

Ewo reste aussi l'unique chef-lieu de département jamais relié à la ville capitale par route bitumée. Les travaux de construction du tronçon pour la relier à Boundji sont suspendus depuis 2011. Il y a de cela quelques jours, l'entreprise adjudicatrice du projet a repris le chantier pour achever les 25 km restant. Une base-vie se met déjà en place, des engins y sont mobilisés et les ingénieurs topographes sont déjà à pied d'œuvre au sortir de Boundji en

allant à Ewo.

La relance de ce chantier est une bonne nouvelle pour les habitants d'Ewo qui attendent impatiemment l'achèvement de cette petite bretelle qui leur a causé de la peine depuis 12 ans. Il faut dire que la vie courante à Ewo va changer en bien lorsqu'elle sera connectée au réseau d'Imboulou et accessible par voie bitumée. Et la population en attend en grande pompe.

**Firmin Oyé**



## AVIS DE RECRUTEMENT N°02 / UGP-KOKISA POUR LE RECRUTEMENT D'UN « Responsable Administratif Financier et Comptable de l'UGP KOBIKISA » (Publication – période du 07 au 8 septembre 2022)

Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu de l'Association Internationale de Développement (IDA) du groupe de la Banque mondiale un crédit d'un montant équivalent à quarante-deux millions sept cent mille Euros (42 700 000 ) afin de mettre en œuvre le projet de renforcement du système de santé, « Kobikisa ». Le projet Kobikisa vise à aider le gouvernement du Congo à répondre aux besoins sanitaires immédiats de la population en améliorant l'accès aux soins et services de santé essentiels, en particulier pour les populations les plus vulnérables. Le projet appuiera l'offre de soins et services de santé maternelle et infantile de qualité à travers l'approche Financement Basé sur la Performance (FBP) qui sera couplée avec la gratuite ciblée pour les femmes enceintes, les enfants de 0 à 5 ans et les plus personnes jugées pauvres.

L'objectif de développement du projet est d'augmenter l'utilisation et la qualité des soins et services reproductifs, maternels et infantiles dans les zones ciblées, en particulier parmi les ménages les plus vulnérables.

Le projet KOBIKISA est structuré en quatre composantes :

•La Composante 1 : porte sur le cofinancement du FBP et le soutien à la mise en œuvre de la gratuite des soins de santé pour les femmes enceintes et les enfants et des exemptions de frais pour les ménages les plus pauvres.

•La composante 2 : soutenir la gouvernance des finances publiques, plus particulièrement dans le secteur de la santé.

•Composante 3 : Gestion et suivi du projet : assurer une gestion et une mise en œuvre technique fiduciaire efficace et efficiente du projet. Cette composante soutiendra la coordination du projet.

Pour s'assurer la mise en œuvre du projet Kobikisa, le Gouvernement a confié au Ministère de la Santé et de la Population le «lead» du projet dont l'ancrage est au niveau de la Direction générale de l'administration et des ressources (DGAR). La gestion du projet sera assurée par l'Unité de Coordination KOBIKISA dont l'unité FBP sera basée à la Direction générale des services de soins de santé (DGSSS). L'exécution du projet Kobikisa sera assurée par l'Unité de Gestion du Projet (UGP) placée sous l'autorité du Ministre en charge de la santé.

Parmi les conditionnalités requises pour démarrer le projet, il est nécessaire de recruter différents experts au sein de cette UGP, dont un Responsable Administratif, Financier et Comptable (RAFC).

1. Mandat général :

La Section Administration, Finance et Comptabilité est placée

sous la responsabilité du Responsable Administratif, Financier et Comptable qui a sous son autorité un (e) comptable, (e) et les chauffeurs.

Sous la responsabilité du Coordonnateur du Projet, le RAFC sera chargé entre autres de :

- Assurer l'administration du projet
- Superviser les activités de la comptabilité ;
- Appliquer au niveau de l'UGP l'ensemble des procédures comptables et financières énoncées dans les manuels du Projet et les directives de la Banque mondiale

2. Description des tâches :

Le RAFC aura pour tâches entre autres de :

En matière de gestion administrative :

- Coordonner la rédaction des correspondances en rapport avec le Projet ;
- Appuyer la Coordination dans la gestion administrative, financière et comptable du PANC ;
- Participer à la programmation, au suivi et à l'évaluation des activités du projet ;
- Fournir aux consultants un appui logistique nécessaire pour l'accomplissement de leur mission ;

En matière de gestion financière :

- Présenter à la Coordination du Projet pour approbation les budgets prévisionnels, les comptes annuels de l'UGP ;
- Présenter à la Coordination du Projet pour approbation les ordres de transferts de fonds sur les comptes spéciaux et autres comptes ouverts dans les banques de la place ;
- En matière de gestion du personnel :
- S'assurer de la tenue des dossiers individuels du personnel de l'UGP et de la documentation physique et électronique du Projet ;
- S'assurer de la mise en œuvre des plans de formation du personnel des Agences d'Exécution concernées par le Projet ainsi que du personnel de l'UGP.

En matière de gestion du patrimoine :

- Veiller au respect strict de la procédure d'approvisionnement en biens et services, en collaboration avec le Spécialiste en Passation de Marchés (SPM) de l'UGP ;
- S'assurer que les stocks et les équipements acquis sur les fonds sont régulièrement protégés et peuvent être contrôlés à tout moment.

3. Profil :

•Être titulaire d'un diplôme universitaire supérieur de niveau minimum licence ou équivalent (MSTCF, DESCF/DSCG, DESS, etc) en comptabilité, sciences économiques et finan-

cières ou toute autre discipline équivalente d'une institution connue (diplôme d'une école de commerce de réputation par exemple).

•Un diplôme professionnel supérieur en comptabilité du type Expert-Comptable (CPA, DEC, ACCA, ACA, etc) reconnu par un ordre professionnel comptable international, et ou de même qu'un diplôme en gestion de projet de développement serait un atout

•Jouer d'une expérience professionnelle pertinente d'au moins (05) cinq ans en gestion administrative et financière dans une entreprise privée, dans les projets de développement, ou autre expérience professionnelle jugée équivalente (en cabinet d'audit et d'expertise comptable) dont au moins 5 ans à des postes de responsabilité (Directeur comptable, Directeur Administratif et Financier, Contrôleur de gestion, Auditeur Manager

•Une expérience pratique d'au moins trois (03) ans dans les domaines de gestion administrative, comptable et financière de structures financées par les Bailleurs de fonds internationaux (UE, IDA / Banque Mondiale, BAD, DFID, les Agences de l'ONU) serait un atout ;

•Avoir une bonne maîtrise des procédures et directives des différents bailleurs de fonds, notamment de la Banque mondiale, serait un atout ;

•Avoir la maîtrise des procédures de gestion de l'administration publique serait un atout ;

•Avoir une expérience dans les institutions ou projets similaires ;

•Avoir une formation FBP et une expérience pertinente (02 ans) dans la gestion des transferts de fonds aux formations sanitaires (FOSA) dans le cadre des contrats de performance FBP est un atout.

•Avoir un certificat ou attestation de formation sur la prévention de fraude et sur la prévention des exploitation et abus sexuels est un atout.

•Voir une bonne maîtrise de l'outil informatique (Word, Excel, Power Point, TomPro...)

•Avoir une très bonne maîtrise du français.

NB : Tous les candidats fonctionnaires doivent noter que dans l'éventualité qu'ils sont retenus, ils ne pourront être recrutés qu'à condition qu'ils puissent prouver et/ou justifier qu'ils sont soit détachés ou mis en disponibilité dans la fonction publique, et s'engagent individuellement dans le cadre de contrats de consultants individuels.

Sauf dans le cadre des exceptions prévues par la loi, les candidats ayant déjà été admis à faire valoir leurs droits à la retraite au moment de postuler ne seront pas retenus,

conformément à la loi. Ceci vaudra aussi pour les candidats atteignant l'âge de la retraite, soit au moment du recrutement, et/ou avant la fin de la première année du contrat.

4. Procédure et Méthode de Sélection

La procédure de sélection sera conduite conformément au Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement de la Banque Mondiale, édition juillet 2016. Le recrutement sera effectué par appel à candidature et comportera deux (2) phases :

- Une phase de présélection des candidats par l'établissement d'une liste restreinte des candidats les plus qualifiés pour le poste au regard de l'analyse de leurs CV ;
- Une phase d'interview des candidats présélectionnés.

Le candidat retenu à l'issue de la phase d'interview sera invité à une séance de négociation de son contrat de travail.

5. Composition du Dossier de candidature

Le dossier de candidature sera constitué comme suit :

- Une lettre de motivation adressée à Monsieur le Coordonnateur de l'UGP-Kobikisa ;
- Les copies des diplômes (les originaux seront demandés pendant les entretiens) ;
- Un curriculum vitae détaillé ;
- Les copies des attestations de travail du candidat dans le domaine couvert par le poste (Les originaux seront demandés pendant les entretiens).

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au siège de l'Unité de Gestion REDISSE IV au n° 1, rue Lucien Fourneau-Bacongo, sis dans l'enceinte des nouveaux logements sociaux. Email : eryxdarius40@gmail.com / congobrazzavilleredisse@gmail.com - www.redisseiv.cg. Tél : +242 06 824 19 45 / +242 05 358 71 25 / +242 06816 5050 - Brazzaville - République du Congo.

Les dossiers de candidature doivent être rédigés en Français et portés la mention « Candidature au poste de Responsable Administratif, Financier et Comptable de l'UGP-KOBIKISA » et déposés sous pli fermé aux adresses ci-dessus ou par voie électronique aux adresses (passationdesmarchesredisse@gmail.com / eryxdarius40@gmail.com) au plus tard le 28 septembre 2022 à 12 heures.

Fait à Brazzaville, le 30 Août 2022

Le Coordonnateur de l'UGP-Kobikisa,  
MBOU ESSIE Darius Eryx.

## AVIS DE RECRUTEMENT N°01 / UGP-KOKISA POUR LE RECRUTEMENT D'UN « Spécialiste en Passation des Marchés » du projet Kobikisa » de l'UGP KOBIKISA » (Publication – période du 07 au 08 septembre 2022)

Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu de l'Association Internationale de Développement (IDA) du groupe de la Banque mondiale un crédit d'un montant équivalent à quarante-deux millions sept cent mille Euros (42 700 000 ) afin de mettre en œuvre le projet de renforcement du système de santé, « Kobikisa ». Le projet Kobikisa vise à aider le gouvernement du Congo à répondre aux besoins sanitaires immédiats de la population en améliorant l'accès aux soins et services de santé essentiels, en particulier pour les populations les plus vulnérables. Le projet appuiera l'offre de soins et services de santé maternelle et infantile de qualité à travers l'approche Financement Basé sur la Performance (FBP) qui sera couplée avec la gratuite ciblée pour les femmes enceintes, les enfants de 0 à 5 ans et les plus personnes jugées pauvres.

L'objectif de développement du projet est d'augmenter l'utilisation et la qualité des soins et services reproductifs, maternels et infantiles dans les zones ciblées, en particulier parmi les ménages les plus vulnérables. Le projet KOBIKISA est structuré en quatre composantes :

•La Composante 1 : porte sur le cofinancement du FBP et le soutien à la mise en œuvre de la gratuite des soins de santé pour les femmes enceintes et les enfants et des exemptions de frais pour les ménages les plus pauvres. Cette composante financera dans le cadre de la sous-composante 1.1, les paiements des subsides FBP aux établissements de la zone ciblée, en fonction de leurs résultats en matière d'interventions sanitaires à fort impact et de leur qualité pour les femmes et les enfants. : (i) les services de santé génésique, y compris la planification familiale, les soins pré et postnataux, les soins obstétricaux d'urgence et les accouchements ; (ii) les services de santé infantile ; (iii) la vaccination et (IV) les services de nutrition pertinents et importants.

Dans le cadre de la sous-composante 1.2, le projet soutiendra la conception détaillée du mécanisme d'achat susmentionné, son lancement et son administration permanente, ainsi que des modèles pilotes de prestation de services dans les régions éloignées qui reposent plus largement sur les services de santé communautaires.

•La composante 2 : soutenir la gouvernance des finances publiques, plus particulièrement dans le secteur de la santé. Cette composante comprendra la sous-composante 2.1 : qui soutiendra certains processus d'amélioration des performances et la réforme visant à améliorer les processus de gestion des finances publiques et les systèmes fiduciaires. Et la sous-composante 2.2 qui comprend une assistance technique pour renforcer les finances publiques sectorielles. Elle assurera également le renforcement du système de santé par l'alignement de l'approche FBP sur les systèmes nationaux de Ges-

tion des Finances Publiques (GFP), et fournira une assistance technique pour le développement et la mise en œuvre d'une stratégie de financement de la santé.

•Composante 3 : Gestion et suivi du projet : assurera une gestion et une mise en œuvre technique fiduciaire efficace et efficiente du projet. Cette composante soutiendra la coordination du projet.

•Composante 4 : Intervention d'urgence contingente. Cette composante d'intervention d'urgence contingente (CERC) sera incluse dans le projet conformément à la politique opérationnelle (OP) 10.00 paragraphes 12 et 13.

Pour s'assurer la mise en œuvre du projet Kobikisa, le Gouvernement a confié au Ministère de la Santé et de la Population le «lead» du projet dont l'ancrage est au niveau de la Direction générale de l'administration et des ressources (DGAR). La gestion du projet sera assurée par l'Unité de Coordination KOBIKISA dont l'unité FBP sera basée à la Direction générale des services de soins de santé (DGSSS).

L'exécution du projet Kobikisa sera assurée par l'Unité de Gestion du Projet (UGP) placée sous l'autorité du Ministre en charge de la santé.

Elle a pour ancrage institutionnel la direction des études et de la planification et comprend parmi ses membres, des consultants expérimentés à recruter selon les procédures jugées acceptables par la Banque mondiale. Parmi les conditionnalités requises pour démarrer le projet, il est nécessaire de recruter différents experts au sein de cette UGP, dont un Spécialiste en Passation de Marchés (SPM). Les présents termes de référence définissent les tâches et les qualifications requises pour le Spécialiste en Passation de Marchés.

1. Mandat général

La mission du Spécialiste en passation des marchés vise globalement à apporter un appui technique, à l'UGP et aux structures bénéficiaires du projet, dans le cadre de la passation et de l'exécution des marchés, en conformité avec les procédures usuelles de la Banque mondiale.

Les objectifs spécifiques consistent à :

- élaborer un plan efficace de passation des marchés et en assurer une parfaite mise en œuvre ;
- Apporter un appui-conseil, en matière de passation des marchés, à l'UGP et à toutes les structures bénéficiaires ;
- procéder au classement et à l'archivage des dossiers des marchés ;
- élaborer et exécuter un programme de renforcement des capacités en passation des marchés au profit des responsables de l'UGP et des structures bénéficiaires.

2.. Description des tâches

Placé sous l'autorité directe du Coordonnateur du Projet à qui il rend compte de ses activités, le Spécialiste en passation des marchés travaille en étroite collaboration avec toutes les autres structures de l'Unité de Gestion du projet (UGP) pour réaliser les tâches essentielles suivantes :

- exercer la fonction de passation des marchés ;
- Mettre en place les instruments de base de la passation de marchés (manuel des opérations, directives et documents de gestion des marchés conformes aux exigences du manuel d'exécution du projet) ;
- Élaborer les outils de gestion des marchés adaptés aux besoins du projet, dont le plan annuel de passation des marchés et sa mise à jour périodique ;
- Développer les mécanismes de suivi de l'exécution des contrats ;
- Développer les mécanismes de contrôle, procédures et pratiques nécessaires à l'intégrité du système de passation des marchés dont le système de classement.

3. Nature et étendue des services

Sous la supervision générale du Coordonnateur du Projet, le Spécialiste en passation des marchés sera :

- Responsable de la mise en place d'un système simple de gestion de la passation des marchés comprenant : (i) la planification des opérations de passation des marchés, (ii) le suivi de l'avancement, (iii) l'analyse des écarts entre les réalisations et le plan de passation des marchés ;
- Chargé de planifier, préparer et coordonner le calendrier d'acquisition de services de consultants, de fournitures et travaux pour chaque sous-composante ;
- Responsable de l'établissement de tous les rapports d'activités prescrits par le manuel des procédures de l'Unité d'Exécution du projet, mais également de tout autre rapport que les bailleurs pourraient demander dans le cadre de l'exécution du projet ;
- Responsable de la qualité de l'ensemble du processus d'acquisition, et plus précisément de ce qui suit : a. Faire le suivi, auprès des services techniques bénéficiaires ou de l'Unité de Gestion du projet, (i) de la préparation et de la finalisation des termes de référence (TDR) pour les acquisitions de services de consultant, et (ii) des spécifications techniques des biens et travaux ; a. Assurer le contrôle de qualité des dossiers d'appel d'offres, et des demandes de propositions (suivant les modèles fournis par l'IDA) préparés par les unités techniques devant être soumis à la non-objection de l'IDA et assurer leur transmission / vente selon le cas ; b. Procéder au lancement des appels d'offres (le cas échéant aux avis à manifestation d'intérêt ou présélection), selon les modes convenus dans l'accord de prêts c. Veiller à la bonne gestion des appels d'offres en cours

d. Participer aux séances publiques d'ouverture des plis pour fournir des conseils et assurer le contrôle de qualité des rapports d'ouverture des offres et propositions reçues, préparés par les commissions d'évaluation ; e. Effectuer l'exécution de la passation des marchés de toutes les activités du projet (revue préalable et à posteriori) à travers la plateforme STEP, et ce de manière systématique.

f. Assister les Unités techniques dans la préparation des contrats, après l'obtention des avis de non-objection si requis et veiller à leur signature par les personnes habilitées à le faire ;

g. Concevoir et mettre en place une base de données fournisseurs et développer des statistiques de gestion qui permettront aux bailleurs de mesurer le niveau de performance de l'équipe chargée de la passation des marchés ;

h. Mettre en place un système de classement des dossiers de passation des marchés qui inclura pour chaque marché tous les documents relatifs à ce marché y inclus les documents relatifs aux paiements, en vue de permettre toute revue à posteriori de l'IDA dans STEP ;

i. Fournir un appui conseil à l'Unité de Gestion du projet en matière d'interprétation des clauses contractuelles, de prévention des litiges et de gestion des éventuels différends ;

j. Assurer l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme de transfert de compétence en passation de marchés à l'assistant qui l'accompagnera dans l'exercice de ses fonctions ainsi qu'à tous les acteurs du ministère de la Santé impliqués dans la gestion fiduciaire.

4. Durée de la mission

Le (la) candidat(e) retenu(e) sera invité(e) à signer un contrat d'un (1) renouvelable compte tenu de ses performances.

5. Profil du candidat

Le consultant devra avoir :

- au moins un diplôme universitaire (de niveau Bac +4 minimum en sciences de gestion, Economie, Droit, administration des affaires, Ingénieur en génie civil, architecte ou équivalent d'une université reconnue ;
- une très bonne connaissance des pratiques de passation des marchés en générale et des règles de procédures de passation des marchés des banques multilatérales ;
- une expérience d'au moins cinq (5) ans dans le domaine de la passation des marchés, dont deux (2) ans en rapport avec le domaine de la santé pour des projets financés ou cofinancés par les banques multilatérales de développement ;
- une bonne connaissance des logiciels usuels (Word, Excel, Power Point, STEP et autres outils de communi-

cation) ;

- une parfaite maîtrise de la langue française ;
- une connaissance intermédiaire de l'anglais serait un atout ;
- une bonne aptitude à travailler en équipe et sous pression ;
- une formation additionnelle en passation de marché sur les procédures des partenaires multilatéraux et bilatéraux est souhaitée.

4. Procédure et Méthode de Sélection

La procédure de sélection sera conduite conformément au Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement de la Banque Mondiale, édition juillet 2016. Le recrutement sera effectué par appel à candidature et comportera deux (2) phases :

- Une phase de présélection des candidats par l'établissement d'une liste restreinte des candidats les plus qualifiés pour le poste au regard de l'analyse de leurs CV ;
- Une phase d'interview des candidats présélectionnés.

Le candidat retenu à l'issue de la phase d'interview sera invité à une séance de négociation de son contrat de travail.

5. Composition du Dossier de candidature

Le dossier de candidature sera constitué comme suit :

- Une lettre de motivation adressée à Monsieur le Coordonnateur de l'UGP-REDISSE IV ;
- Les copies des diplômes (les originaux seront demandés pendant les entretiens) ;
- Un curriculum vitae détaillé ;
- Les copies des attestations de travail du candidat dans le domaine couvert par le poste (Les originaux seront demandés pendant les entretiens).

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au siège de l'Unité de Gestion REDISSE IV au n° 1, rue Lucien Fourneau-Bacongo, sis dans l'enceinte des nouveaux logements sociaux. Email : - congobrazzavilleredisse@gmail.com - www.redisseiv.cg. Tél : +242 06 665 20 33 / +242 05 358 71 25 / +242 06816 5050 - Brazzaville - République du Congo - Brazzaville - République du Congo

Les dossiers de candidature doivent être rédigés en Français et portés la mention « Candidature au poste de Spécialiste de Passation des Marchés de l'UGP-KOBIKISA » et déposés sous pli fermé aux adresses ci-dessus ou par voie électronique aux adresses suivantes : (passationdesmarchesredisse@gmail.com / eryxdarius40@gmail.com) au plus tard le 28 septembre 2022 à 12 heures.

Fait à Brazzaville, le 30 Août 2022

Le Coordonnateur de l'UGP-Kobikisa,  
MBOU ESSIE Darius Eryx.

## SANTÉ PUBLIQUE

## Les experts réfléchissent sur la sécurité sanitaire

Le directeur de cabinet du ministre de la Santé et de la Population, Jean Ignace Tendelet, a ouvert le 7 septembre l'atelier d'opérationnalisation de l'appui de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dans la mise en œuvre du plan d'action national pour la sécurité sanitaire au Congo.

L'objectif est d'assurer la sécurité sanitaire dans les différents pays de la sous-région d'Afrique. Pendant deux jours, les experts nationaux et internationaux de l'OMS/Afrique ainsi que les cadres de plusieurs administrations et institutions vont échanger sur les initiatives chargées de déployer les capacités pour aider les Etats membres à la préparation et la détection rapides des événements de santé publique, lancées par l'OMS en partenariat avec les Etats membres.

Elles permettront aux gouvernements de mettre en place un plan d'action national pour répondre aux urgences de santé. Le directeur de cabinet du ministre de la Santé et de la Population, Jean Ignace Tendelet, a rappelé dans son allocution d'ouverture, la capacité des experts nationaux à faire des plaidoyers. « L'atelier ne donne



Les experts (Adiac)

pas seulement l'opportunité au Congo de disposer d'une équipe d'experts capable de piloter la réponse de n'importe quelle urgence de santé publique, mais aussi de combler les insuffisances en matière de préparation, de détection et de réponse aux urgences en la matière et de

faire un plaidoyer à l'endroit des partenaires et autorités qu'il faut être prêt pour répondre aux urgences de santé publique », a-t-il déclaré.

Selon lui, les faiblesses des systèmes de santé de la sous-région d'Afrique sont liées à la coordination, la logistique, la mobilisation rapide des res-

sources humaines, la détection des urgences, la fonctionnalité des Centres d'opération d'urgence de santé publique et des équipes médicales d'intervention rapide. « D'après l'OMS, chaque année plus d'une centaine de situations d'urgence sanitaire se déclarent dans la région africaine, soit 70%,

survenues dans le monde. Le Congo, à l'instar de plusieurs pays de la sous-région, fait face de manière récurrente à plusieurs épidémies : la Covid-19, la rougeole, la maladie à virus Ebola consécutive à l'épidémie de la République démocratique du Congo », a dit Jean Ignace Tendelet.

Pour le représentant de l'OMS au Congo, Lucien Alexis Manga, la rencontre s'inscrit dans le cadre de la semaine de la mission du bureau régional de l'OMS/Afrique dans sa nouvelle initiative pour le renforcement des capacités nationales et régionales de détection de la riposte aux urgences de santé.

« Le Congo s'est engagé au développement et à la validation d'un plan multisectoriel pour la préparation de la détection des urgences en santé publique », a-t-il indiqué.

**Lydie Gisèle Oko**

## EDUCATION

## Des efforts pour moderniser les structures d'alphabétisation

Les pouvoirs publics s'engagent à moderniser les structures et les contenus afin que l'alphabétisation réponde de manière significative aux besoins de la communauté éducative.

« La promotion d'une éducation de qualité passe aussi par la modernisation des infrastructures d'alphabétisation », a fait savoir le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Jean-Luc Mouthou, dans la déclaration du gouvernement relative à la commémoration de la 56e Journée internationale de l'Alphabétisation célébrée le 8 septembre de chaque année. « Transformer les espaces d'apprentissage d'alphabétisation » est, en effet, le thème de cette année.

Selon le ministre Jean-Luc Mouthou, les efforts se multiplient dans ce sens conformément au plan sectoriel de l'éducation. Ce, pour l'accès équitable aux programmes d'alphabétisation ; l'arrimage de l'alphabétisation à la formation professionnelle ; l'amélioration de la qualité des ressources humaines, des programmes, des curricula et de la gestion de ce sous-secteur. Il est aussi question de mutualiser les programmes d'alphabétisation avec ceux de l'enseignement technique et de la formation professionnelle. Le



Le ministre Jean-Luc Mouthou délivrant le message du gouvernement Adiac

but étant d'améliorer les compétences professionnelles et compétences des enseignants, des maîtres artisans, des apprenants pour une meilleure adéquation des actions de

formation avec les besoins du marché.

L'intégration des approches numériques dans le processus d'apprentissage en alphabétisation est également prévue. « La

célébration de la 56e Journée internationale de l'Alphabétisation est une occasion supplémentaire d'explorer les facteurs permettant de concevoir une alphabétisa-

tion fondée sur la technologie inclusive et d'examiner les interactions entre l'alphabétisation et les compétences numériques dont les jeunes et les adultes non alphabétisés ont besoin », a déclaré le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation.

La célébration de cette année sera donc ponctuée de réflexions, de discussions afin de trouver une nouvelle conception des pédagogies liées aux enseignements-apprentissages, sur l'analyse du rôle des éducateurs des systèmes de gouvernance ainsi que les mesures efficaces pour l'apprentissage pour atteindre l'Objectif de développement durable 4. Celui-ci souligne que l'alphabétisation fait partie intégrante de l'éducation et de l'apprentissage tout au long de la vie.

Dans son discours, le ministre Jean-Luc Mouthou a salué l'apport des opérateurs privés en alphabétisation, des confessions religieuses, des partenaires bilatéraux et multilatéraux, notamment l'Unesco, l'Unicef et la Banque mondiale.

**Rominique Makaya**

## PERCEPTION 2022

## Perte d'influence des Etats-Unis au profit de la Chine en Afrique

Un sondage de l'Ichikowitz Family Foundation (Afrique du Sud) réalisé auprès de 4 507 jeunes de 18 à 24 ans de 15 pays africains (Congo, Éthiopie, Gabon, Nigeria, Kenya, Sénégal, Zambie), confirme la perte d'influence des Etats-Unis en Afrique auprès de la Chine.

76% des sondés ont cité la Chine au premier rang des puissances étrangères ayant une influence positive sur le continent africain, selon un sondage réalisé par l'Ichikowitz Family Foundation (IFF) auprès de 4507 jeunes africains âgés de 18 à 24 ans, contre 72 % pour les Etats-Unis. Intitulé « African youth survey », en 2020, la première édition du sondage indiquait que 83 % des jeunes interrogés considéraient l'influence des Etats-Unis comme positive contre 79 % pour la Chine. Des résultats qui confirment la place la Chine, comme l'acteur le plus influent en Afrique, devant les puissances occidentales, compensant l'important de l'engagement de Pékin sur le continent africain, après avoir investi plus de 160 milliards de dollars au cours des dernières décennies pour financer des projets d'infrastructures, et devenu le premier partenaire commercial du continent.

« Nous voyons que la Chine a atteint la pôle position, nous

voyons une reconnaissance du fait que la Chine s'engage en Afrique à un moment où très peu d'autres le font », a déclaré le président de l'IFF, Ivor Ichikowitz. Et d'ajouter : « en Afrique, les Etats-Unis ont joué un rôle très limité. Ils ont en fait joué un rôle insignifiant et embarrassant, en termes d'investissements réels, de commerce réel et de construction réelle d'infrastructures ». Il s'agit d'un sondage réalisé grâce à des entretiens face à face, précisant que le sentiment positif de la jeunesse africaine à l'égard de la Chine est plus fort au Rwanda, au Malawi et au Nigeria que dans les autres pays étudiés. Outre la perception de l'influence des puissances étrangères engagées sur le continent, les « centennials » africains ont été interrogés sur des sujets allant du degré d'optimisme, aux priorités, à l'identité africaine, au changement climatique, à l'avenir de l'Afrique, à la confiance dans le gouvernement, aux droits des

minorités, à l'Union africaine, qu'à l'entrepreneuriat etc.

Environ 32% des jeunes africains se déclarent optimistes, quant à l'avenir de leur pays contre 43 % dans l'édition 2020. Les Angolais, les Zambiens et les Malawites sont les plus pessimistes quant à l'avenir de leur pays. 72 % des jeunes se disent préoccupés par le changement climatique, citant des inquiétudes allant de la sécheresse à la hausse de la pollution, tandis que plus de la moitié envisagent d'émigrer durant les prochaines années. Sur un autre plan, 39 % des jeunes sondés ne se feraient pas vacciner contre la Covid-19, même si le vaccin était facilement disponible. Avec 60 % de sa population âgée de moins de 25 ans, l'Afrique est aujourd'hui le continent le plus jeune du monde. D'ici 2030, les jeunes africains devraient représenter 42 % de la jeunesse mondiale, soit près de la moitié du capital humain de la planète.

Noël Ndong

## CLIMAT

## Des ONG veulent que la question de l'aide des pays riches soit à l'agenda de la COP27

Une vaste coalition d'ONG internationales réclame que la question épineuse de l'aide des pays riches aux plus pauvres pour faire face aux impacts des catastrophes climatiques soit formellement inscrite à l'agenda de la prochaine COP27 en novembre, dans une lettre rendue publique mercredi.

« Nous sommes dans l'ère des pertes et dommages. Ces derniers mois nous avons été témoins de canicules, sécheresses et inondations », écrivent plus de 400 associations dans cette lettre à l'initiative du Climate Action Network, principal réseau mon-

contribué, aux émissions de gaz à effet de serre responsables du réchauffement, subissent en première ligne les effets négatifs du changement climatique. Ils réclament en vain depuis des années un mécanisme financier spécifique pour compenser les préjudices qu'ils endurent déjà,

Mais pays pauvres et ONG de défense de l'environnement entendent remettre sur la table ce sujet à la COP27 qui se tiendra début novembre en Egypte. La présidence égyptienne a convoqué samedi et dimanche une réunion de consultations informelles des délégués internationaux pour en discuter.

Ce rendez-vous sera un moment crucial pour que les gouvernements coopèrent et agissent de manière solidaire face à une urgence climatique qui s'aggrave, écrivent les ONG dans leur missive aux délégués. « Ils doivent prendre les premières mesures nécessaires pour que la question du financement des pertes et dommages soit à l'agenda, afin d'assurer un résultat significatif à la COP27, pour répondre à l'intensification de la souffrance des personnes confrontées à la crise climatique et ses conséquences », avancent les signataires.

AFP

dial regroupant plus de 1.300 ONG impliquées dans les questions d'environnement et de climat. Ils évoquent notamment les inondations actuelles au Pakistan et la sécheresse dans la corne de l'Afrique.

Les pays qui contribuent peu, ou ont historiquement peu

à hauteur de centaines de milliards d'euros.

La question avait été à l'origine de fortes tensions lors de la dernière COP de Glasgow, débouchant finalement sur la décision de simplement créer un cadre de dialogue jusqu'en 2024.

## BRÈVES

## RDC : la Monusco déplore l'attaque contre son convoi à Beni

La Mission des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (Monusco) a déploré mardi une attaque contre son convoi dans le territoire de Beni dans la province du Nord-Kivu, au nord-est du pays. Selon le communiqué de la Monusco, le convoi a été assailli par des manifestants à coup de jets de pierre au retour d'une patrouille des Casques bleus escortés par les Forces armées de la RDC

« Des tirs de sommation ont permis de se frayer un chemin. Malheureusement une personne a perdu la vie. Une enquête conjointe avec les autorités congolaises permettra de déterminer les circonstances de ce décès regrettable », indique le communiqué, ajoutant que les attaques contre les Casques bleus impactent négativement les appuis multiformes que ces derniers fournissent aux Forces de défense et de sécurité congolaise.

Malgré la recrudescence des attaques contre les Casques bleus, la Monusco réitère sa détermination à poursuivre son mandat d'appui aux Forces nationales de défense et de sécurité pour la protection des civils dans ce pays.

## Togo : Lomé abrite la troisième réunion du GST-Mali

Le ministre togolais des Affaires étrangères, Robert Dussé, a présidé le 6 septembre à Lomé la 3e réunion du Groupe de soutien à la transition au Mali (GST-Mali) au cours de laquelle il a lancé à la communauté internationale un appel à saisir cette opportunité pour discuter sérieusement de l'évolution de la situation et convenir ensemble sur les modalités de soutien.

Pour sa part, le ministre malien des Affaires étrangères, Abdoulaye Diop, a salué la mobilisation de la communauté africaine et internationale à « accompagner et à soutenir davantage son pays pour une stabilité durable ».

« Je réaffirme ici que le Mali reste ouvert à tous les partenaires qui souhaitent l'accompagner à relever les multiples défis auxquels il fait face, dans le respect strict de sa souveraineté et des aspirations légitimes du peuple malien », a-t-il déclaré, soulignant que le maintien des mesures de suspension et sanctions ciblées de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest contre son pays entravent les relations avec cette organisation sous-régionale.

## Aide à l'Afrique : La Chine appelle la communauté internationale à intensifier son soutien envers le continent

L'ambassadeur chinois en Zambie, Du Xiaohui, a invité la communauté internationale à accroître son aide en faveur de l'Afrique en y injectant des investissements et des technologies qui promeuvent l'industrialisation de l'Afrique afin d'augmenter l'emploi, accélérer l'éducation et éliminer la pauvreté.

La Chine et l'Afrique, a-t-il indiqué, doivent « rester ensemble » dans la solidarité en améliorant la coopération pour mettre en œuvre les « neuf programmes » du Forum sur la coopération sino-africaine (FCSA), a-t-il noté.

Selon le diplomate chinois, cela apportera des bénéfices concrets à la population africaine et davantage de produits africains de haute qualité sur le marché chinois, une manière de promouvoir la coopération gagnant-gagnant et un développement commun.

## Cameroun : les exportations de bananes en hausse de 24,4%

Le Cameroun a exporté durant les huit premiers mois de l'année 15.733 tonnes de bananes, contre 12.651 tonnes pour la même période de l'année dernière, soit une hausse de 24,4%.

Selon les données publiées par l'Association bananière du Cameroun, cette forte augmentation est due à une production en nette croissance chez les trois principaux producteurs du marché camerounais.

Dans ce pays, la banane constitue le troisième produit d'exportation derrière le pétrole et le bois en grumes.

Xinhua avec Guy-Gervais Kitina

## MALI

# Le Conseil de sécurité reconduit les sanctions

L'interdiction de voyager et le gel des avoirs continueront de s'appliquer aux individus et aux entités désignées par le Comité créé par la résolution 2374, jusqu'au 31 août 2023.

Le Conseil de sécurité a adopté, à l'unanimité, une résolution prorogeant le régime des sanctions, en cours depuis 2017 contre le Mali, pour une année supplémentaire. L'ONU a, en outre, décidé de reconduire jusqu'au 30 septembre 2023 le mandat du Groupe d'experts prévu par le même texte. Ces sanctions concernent « une interdiction de voyager et un gel des avoirs, qui s'appliquent aux personnes et entités désignées par le Comité créé par la résolution 2374 (2017), notamment pour le fait de préparer, de donner l'ordre de commettre, de financer ou de commettre, au Mali, des actes qui violent le droit international humanitaire ».

Le Conseil de sécurité s'est félicité, par ailleurs, de la désignation d'un point focal chargé de faire la liaison avec le Comité 2374 par les autorités maliennes tout en demandant à Bamako



et au Comité de s'entretenir et d'échanger des informations rapidement et aux moments voulus. Réaffirmant son ferme attachement à la souveraineté, à l'unité et à l'intégrité ter-

ritoriale du Mali, le Conseil de sécurité explique « qu'il incombe aux autorités maliennes d'assurer la

stabilité et la sécurité sur l'ensemble du territoire malien », tout en soulignant « qu'il importe que le pays prenne en main les initiatives en faveur de la paix et de la sécuri-

## « Il importe que le pays prenne en main les initiatives en faveur de la paix et de la sécurité »

lequel Bamako a été invité « à apporter son plein appui au texte, ainsi qu'à suivre de près son application et à prendre, le cas échéant, des mesures contre tous ceux qui en-

travaient la mise en œuvre des engagements qui y sont contenus et la réalisation des objectifs

travaient la mise en œuvre des engagements qui y sont contenus et la réalisation des objectifs

poursuivis ». L'ONU réaffirme que « les personnes ou entités inscrites sur la liste ne bénéficieront d'aucun appui financier, opérationnel ou logistique de la part des entités des Nations unies déployées au Mali, et ce jusqu'à leur radiation de la liste, sans préjudice des dérogations prévues par la résolution ». Prenant acte du rapport final du Groupe d'experts, le Conseil de sécurité note « qu'il importe de poursuivre la coopération et l'échange d'informations entre le Groupe d'experts et toutes les autres entités des Nations unies opérant au Mali, dans les limites de leurs mandats et de leurs capacités ». Constatant que la situation au Mali continue de menacer la paix et la sécurité internationales dans la région, l'Organisation onusienne a décidé de reconduire jusqu'au 31 août 2023 les mesures énoncées.

Noël Ndong

## Bamako demande la levée des sanctions africaines

Le Mali a demandé à Lomé la levée des sanctions imposées par les organisations africaines après deux coups d'Etat militaires en deux ans, arguant des progrès accomplis par la junte vers un retour des civils au pouvoir.

«L'une des priorités majeures du gouvernement de transition reste l'organisation d'élections libres, transparentes et crédibles en vue du retour à un ordre constitutionnel apaisé et sécurisé dans le délai de 24 mois» à compter de mars 2022, a déclaré mardi le ministre malien des Affaires étrangères, Abdoulaye Diop, devant un groupe créé par l'Union africaine sur le Mali en 2020, après le premier putsch des colonels.

La date d'un retour des civils au pouvoir dans le pays en proie à la poussée jihadiste et une grave crise sécuritaire et politique a donné lieu depuis le premier coup d'Etat d'août 2020 à deux années de confrontation entre le Mali d'une part et ses voisins ouest-africains et une partie de la

communauté internationale de l'autre.

L'Union africaine (UA) et la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) ont suspendu le Mali une première fois après le putsch de

sevères sanctions financières et commerciales infligées en janvier 2022. Mais la suspension du Mali des organisations africaines est restée en vigueur, de même que des sanctions individuelles prises par la Cédéao fin 2021

malisation progressive» tout en qualifiant les sanctions encore en vigueur d'entraves». «Le gouvernement du Mali demande la levée de ces mesures afin de favoriser une pleine coopération avec tous les partenaires»,

la mission de l'ONU au Mali (Minusma) ou, plus récemment, le voisin ivoirien après l'interpellation en juillet à Bamako de 49 soldats ivoiriens. Les 49 soldats devaient, selon Abidjan et la Minusma, participer à la sécurité du contingent allemand de la Minusma, suivant des dispositions onusiennes permettant aux Casques bleus de faire appel à des prestataires extérieurs pour des appuis logistiques.

Le Mali est ouvert «à tous les partenariats», mais «le Mali nouveau n'acceptera pas qu'on puisse nous imposer des agendas, qu'on puisse nous imposer notre propre agenda, nos priorités; qu'on puisse nous imposer des diktats», a insisté Abdoulaye Diop.

Julia Ndeko avec AFP

2020, puis à nouveau après un second coup de force renforçant la mainmise des colonels en mai 2021. Les tensions se sont atténuées quand les militaires se sont engagés sous la pression à organiser des élections en février 2024. La Cédéao a alors levé de

contre quelque 150 membres de la junte.

«Les avancées indéniables» réalisées par le gouvernement malien plaident pour une levée de la suspension de l'UA, a estimé Abdoulaye Diop. Quant à la Cédéao, il a salué une «nor-

a-t-il dit devant le groupe de suivi et de soutien à la transition au Mali.

Depuis 2021, les autorités maliennes se sont détournées de la France et de ses alliés, et tournées vers la Russie. Les relations se sont aussi compliquées avec



# Toute l'actualité Du Bassin du Congo EN VIDÉO

www.adiac.tv

+336 11 40 40 56

info@adiac.tv

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso  
Brazzaville - République du Congo



LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER  
DE KINSHASA

## DISPARITION

## La dépouille de Kuedi exposée à l'esplanade de la RTNC

Les funérailles du célèbre comédien emporté par la maladie, le 30 août dernier, sont organisées à Kinshasa. Il sera inhumé le 10 septembre à la Nécropole Entre terre et ciel après les derniers hommages qui lui seront rendus à la télévision nationale.

Selon le programme officiel des funérailles publié par la famille, la veillée mortuaire de Kuedi Mayimputu, alias M. Diallo, est prévue pour ce vendredi au Musée national. Ironie du sort, ce 9 septembre, le comédien aurait fêté son anniversaire. Né le 9 septembre 1946, il aurait totalisé 76 ans.

Comme il est de coutume depuis les mesures imposées après la crise sanitaire mondiale liée à la covid-19, une chapelle ardente sera dressée mais sans dépouille sur place, donc pas de recueillement autour du défunt. Seules des photos seront exposées pour le rappeler au bon souvenir de l'assistance qui passera la nuit dans l'enceinte du Musée en vue d'assister sa famille, compatir à sa douleur. La consolation de plusieurs, particulièrement ses proches et ses nombreux fans,

c'est de savoir que l'exposition de la dépouille à l'esplanade de la Radio télévision nationale congolaise (RTNC) sera l'occasion de le voir une dernière fois et lui rendre les hommages qu'il mérite.

#### Un homme de haute culture

Affable, cordial avec la presse, il avait une bonhomie naturelle qui le rendait sympathique au premier abord. Le comédien s'exprimait dans un français impeccable. Il maniait avec aisance la langue de Shakespeare et était un homme de haute culture. Ce qui l'a conduit à mener une carrière plutôt riche en expériences. Son talent, il l'avait exercé aussi en tant que metteur en scène et dramaturge avec autant de brio. Il avait été un excellent comédien sur les



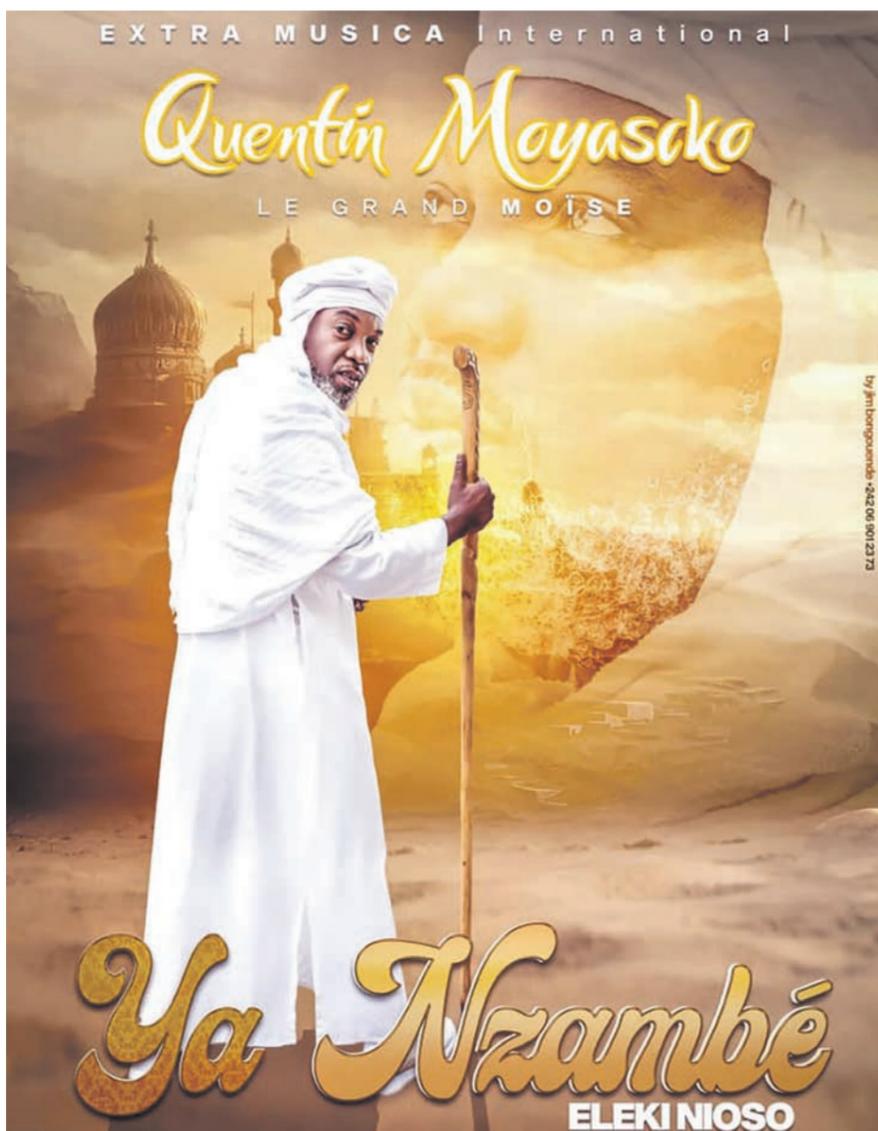
planches. C'est donc un vrai trésor de la nation qui sera porté en terre ce 10 septembre. En cinquante-six ans de carrière, il s'est lancé dans le métier alors à peine âgé de 20 ans, il en a vu et accompli des choses. L'un de ses compagnons de première heure et de longue date, Ndungi Mabimbi, alias Masumu Debrindet, l'a témoigné dans

une interview accordée il y a quelques jours à kinculture.com. En effet, à intervalles de quatre mois, ils ont tous deux intégré le fameux légendaire Groupe Salongo de la RTNC en 1976. L'ayant précédé, l'illustre disparu y a fait carrière depuis ses 20 ans jusqu'à sa mort.

Compté parmi les grands noms du théâtre populaire congolais, le mythique « Théâtre de chez nous ». Déjà à l'époque du Zaïre, il avait contribué au succès des feuilletons télévisés dont l'aura avait dépassé les frontières nationales. Inspirateurs du cinéma africain actuel, les feuilletons zairois avaient conquis le continent. Kuedi, lui, avait marqué les esprits des téléspectateurs à diverses occasions. Dans Muana Nusu, l'œuvre la plus mémorable du Groupe Salongo et tout particulièrement dans Diallo

contre Sans-souci où il campait à merveille le personnage d'un marabout ouest-africain. Ici, Masumu Debrindet a souligné au média susmentionné que le comédien avait été jusqu'à faire une immersion au sein de cette communauté pour mieux s'imprégner de leur culture. Le résultat obtenu lui a attiré une vive sympathie des Ouest-Africains établis à Kinshasa flattés par son interprétation. En effet, l'on a appris de son homologue qu'il ne se contentait pas d'imiter les Ouest-Africains comme plusieurs autres le font. « Il commençait par composer son personnage, il entrait en contact avec les Ouest-Africains pour connaître leurs habitudes, leur manière de parler, de s'habiller et leurs histoires », a indiqué Masumu.

Nioni Masela



## NÉCROLOGIE



Mme Ngabiboussi Michelle (Fanny), agent à la Cour Constitutionnelle de Brazzaville, les enfants Ngankita Hélène, Ntouta Jean informent les parents, amis et connaissances du décès de leur oncle, père, frère, neveu le colonel Jean François Désiré Ntouta, survenu le 29 août 2022 à 23h à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n°60, rue Kanda Ngoulou à Kombé Kibelolo-Transfo. La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.

## TANGANYIKA

## Caritas-Kongolo aménage deux sources d'eau

L'aménagement des deux sources d'eau, dans les villages Imba et Keba, en territoire de Kongolo dans la Province de Tanganyika, s'inscrit dans le cadre du projet "d'appui à la promotion d'accès à l'eau potable par l'aménagement de trente sources dans le territoire de Kongolo", exécuté grâce au financement de Caritas Bolzano en Italie.

Les deux ouvrages aménagés par la Caritas-Développement Kongolo, à travers son département qui s'occupe des questions sanitaires, le Bureau diocésain des oeuvres médicales (BDOM) ont été récemment remis aux bénéficiaires à Imba et Keba. L'aménagement de la source Kunwa Malunzi du village Imba bénéficiera directement à plus ou moins cent deux ménages, soit cinq cent vingt et une personnes, celle du village Keba. La source Kasima sera au bénéfice d'environ cinq mille sept cent quarante et un habitants, soit mille cent trente-quatre ménages. La cérémonie de remise de ces deux sources a été présidée par le superviseur des soins de santé primaire au BDOM de la Caritas Kongolo, Espérant Nyembo qui a, dans son discours, d'abord remercié la population d'Imba et Keba pour leur apport communautaire qui témoigne leur engagement à participer au développement de leurs milieux. Il les a ensuite invités à garder et à entretenir



**“Notre source était très sale, car étant à ciel ouvert, les insectes et toutes sortes de saleté tombaient dedans, mais on n'avait pas de choix. On consommait cette eau sale qui nous exposait aux maladies d'origine hydrique nous et nos enfants”**

leurs sources d'eau que la Caritas Kongolo vient d'aménager grâce à la charité et la générosité des chrétiens du diocèse de Bolzano, via la Caritas Bolzano.

Pour sa part, le chef Imba a remercié la Caritas Kongolo et son partenaire Caritas Bolzano pour avoir pensé à eux en aménageant cette source qui vient répondre à un besoin longtemps ressenti dans son village. *“Notre source était très sale, car étant à ciel ouvert, les insectes et toutes sortes de saleté tombaient dedans, mais on n'avait pas de choix. On consommait cette eau sale qui nous exposait aux maladies d'origine hydrique nous et nos enfants”*, s'est exprimé Mme Jeanne Bimuloko, Elle a, en outre, souligné que l'aménagement de la source “Kanwa Malunzi” de son village facilitera l'accès à l'eau potable et réduira sensiblement les maladies auxquelles ils faisaient face, surtout les enfants de moins de 5 ans.

*Blandine Lusimana*



MEILLEURS  
PRODUITS  
D'ASSURANCES  
AUX MEILLEURS  
PRIX

## SOCIETE YA BISO MOKO BANA MBOKA



Assurance tous risque  
chantier



Assurance automobile



Assurance voyage



Assurance incendie

PLUS DE 50 ANS DE METIER,  
LEADER DES ASSURANCES

EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE  
DU CONGO

## KINSHASA DESIGN WEEK

# Des master class organisées en prévision du deuxième salon

Les formations sont destinées aux jeunes créateurs (artistes visuels, architectes d'intérieur, artisans et communicateurs) âgés entre 20-35 ans, invités à répondre à l'appel à candidatures en cours jusqu'au 30 septembre pour les trois sessions « Dizainer » qui se tiendront entre 2022 et 2024.

Projet initié par Tankila studio du designer et manager Jean-Jacques Tankwey, les trois rencontres participent à « un vaste processus d'accompagnement professionnel, un vrai programme de mentorat » des jeunes créateurs congolais de RDC et de sa diaspora. L'organisation des master class en amont de Kindswe 2 a été motivée suite à un constat réalisé dans les préparatifs de la première édition l'an dernier. « L'expérience du Salon international du design mobilier et textile à Kinshasa, le Kinshasa design week (Kindswe) tenu en 2021 nous a fait prendre conscience de la difficulté d'organiser des éditions successives », a indiqué au Courrier de Kinshasa Tankwey. Et de poursuivre : « la réalité c'est que le rythme de production des créateurs congolais n'est pas soutenu, la réalisation des collections n'est pas régulière. Il faut du temps pour en arriver là. Aussi avons-nous trouvé plus judicieux de tenir la deuxième édition en 2024 ». Pour susciter plus de dynamisme dans l'univers du design local dans l'espoir de « mieux organiser l'événement, s'est imposé la nécessité d'associer les jeunes ».

Intégrer les jeunes à la programmation de Kindswe 2



Le designer Jean-Jacques Tankwey présentant le projet à la presse (DR)

requiert certains préalables. Tankwey a évoqué « un besoin de formation », soutenant qu'ils doivent « acquérir plus de connaissances et se bâtir une expérience solide pour participer à la prochaine édition de Kindswe ». Ainsi, les sessions de designer master class Dizainer sont tenues de « renforcer les capacités du jeune créateur congolais, afin de l'équiper à devenir un designer actif, engagé entreprenant capable d'agir dans l'écosystème local en Afrique et dans le monde ». Elles servi-

ront à « préparer, organiser et produire des projets designs solutions consommables sur le marché local et international » en créant « une synergie du jeune designer avec d'autres corps de métier ».

### Formation virtuelle et en présentiel

Au regard de l'ambition que nourrit Tankila studio, les master class outilleront les jeunes tant sur le plan artistique que professionnel. « Le design est un métier délicat et qui exige que l'on n'y concentre toutes

les énergies nécessaires pour concrétiser notre souhait de créer une industrie du design à Kinshasa. Cela requiert des réflexions bien nourries qui vont mener à des actions bien calculées », nous a dit Tankwey. Comme point de départ, « nous voulons organiser trois sessions de suite de designer master class de 2022 à 2024 pour s'assurer déjà que les projets des jeunes designers fassent partie des collections exposées à la deuxième édition de Kindswe », a-t-il indiqué. Ajoutant : « Nous te-

nons beaucoup à les engager sur la voie de la professionnalisation. Il est naturel que la première session table sur la réalisation du dossier artistique professionnel et il nous est paru important d'élargir la formation à d'autres corps de métier au-delà des designers. Ceci tient au constat qu'ils ne sont pas toujours accompagnés comme il se devrait. D'où nous avons pensé associer artistes, médias, avocats, etc. aux designers pour les intégrer à leur monde et leur permettre de mieux les soutenir et accompagner ».

La première session de designer master class Dizainer est prévue du 2 au 15 novembre 2022. « A la mi-octobre sera connue la sélection des participants dont une trentaine suivront la formation en présentiel à Kinshasa, nous avons ouvert une brèche pour une autre trentaine de jeunes designers congolais à l'intérieur ou à l'extérieur du pays, en Afrique et partout ailleurs dans le monde entier. Cette seconde catégorie suivra une formation virtuelle via les réseaux sociaux », a affirmé Tankwey. Et de préciser : « les master class seront animées par des professionnels, des designers congolais et étrangers ».

Nioni Masela



**Brazzaville  
ETOUMBI - KELLE**  
tous les  
**MARDIS**  
**SAMEDIS**

**OUVERTURE DES LIGNES  
ETOUMBI - KELLE & ETOUMBI - MBOMO!!**  
après une interruption momentanée de la ligne  
Etoumbi - Kelle, votre transporteur vous annonce  
sa relance et l'ouverture du tronçon Etoumbi - Mbomo



**Brazzaville  
ETOUMBI - MBOMO**  
tous les  
**JEUDIS**

www.oceandunord.com      Phones: 05 728 88 33/ 06 587 44 60  
contact@oceandunord.com      Direction Brazzaville: 01, rue Ango av de la tsiémé Mikalou.

## INTERVIEW

# Rebecca Juliana Tshiabu : « Je devais entrer dans la peau d'une vraie fan »

L'actrice fait ses premiers pas au cinéma dans *Ima*. La comédie romantique de Nils Tavernier lui donne un rôle à son opposé : fervente chrétienne, elle en sait plus sur le gospel que le style de musique joué dans le film. Et donc, le challenge est de tout apprendre pour pouvoir jouer Laëtitia, une jeune kinoise à peine sortie de l'adolescence et, de surcroît, branchée et avenante, puinée de celle qui fait battre le cœur de Dadju. Second rôle féminin d'*Ima*, elle raconte son aventure sur son premier plateau dans cette interview exclusive accordée au Courrier de Kinshasa.

**Le Courrier de Kinshasa (L.C.K.) : Répondiez-vous aux critères du personnage ou des ajustements ?**

**Rebecca Juliana Tshiabu (R.J.T.) :** L'année passée, au moment du tournage, j'avais 22 ans alors que je devais incarner le rôle d'une adolescente de 16 ans. Dieu merci, avec le temps, le rôle a évolué pour finalement devenir celui d'une fille de 18 ans. C'était un peu plus proche de moi. Je devais avoir un look de gamine et donc, pour la styliste, j'étais censée porter des petits shorts et autres tenues du genre. Je lui ai dit que c'était certes une belle opportunité de jouer dans ce film mais que je ne pouvais pas m'habiller en mini-jupe, je n'allais exposer ni mes cuisses, ni mon ventre. Elle

naturelle. Mais, Dieu merci, on a pu se mettre d'accord là-dessus. C'était une très belle expérience.

**L.C.K. : Comment avez-vous vécu le tournage ?**

**R.J.T. :** J'ai participé à deux semaines de tournage avec des intervalles, nous ne tournions pas systématiquement tous les jours. Et, je pensais qu'il suffisait d'une prise pour que tout soit dans la boîte. Ce qui, à ma grande surprise, n'était pas le cas. La première fois, j'en ai bavé. C'est là sur le plateau que j'ai fait ma première expérience : il fallait rejouer plusieurs fois la même chose et garder la même énergie, le même rythme du départ avant de passer à autre chose. Je me suis plaint car je

J'apprenais sur le champ les réalités du métier. Après avoir vécu cette dure expérience la première fois, au prochain tournage déjà j'étais parée pour toute éventualité. Et, le dernier jour de mon tournage tombait le jour de mon anniversaire. Alors que nous étions sur le plateau depuis 11h00, tout n'était prêt qu'à 19h00 et le tournage a enfin commencé entre 23h30-mi-nuit. J'étais là debout perchée sur des hauts talons à répéter la scène bougeant devant la caméra et il fallait garder la même énergie. Il y avait de quoi être à bout de force mais je tenais le coup, j'étais déjà bien rodée. Le réalisateur n'avait plus à revenir tout le temps sur moi, me dirigeant, corrigeant mon jeu parce que j'avais compris mon rôle. Je l'incarnais bien. Les scènes étaient reprises juste parce que l'on voulait avoir les meilleurs angles possibles et non pas parce que je n'étais pas à la hauteur. Au bout du compte, plusieurs dans l'équipe m'ont dit qu'ils ont pu tenir grâce à l'énergie que je dégageais de sorte que je les motivais à continuer. J'étais tellement gaie qu'ils arrivaient à s'efforcer. Le tournage avait pris fin aux alentours de 2h00 du matin.

**L.C.K. : Qu'est-ce qui vous a plu dans *Ima* ?**

**R.J.T. :** J'ai beaucoup apprécié que l'on montre Kinshasa sous une image positive. Une ville qui plaît au regard et donne envie car assez souvent c'est le côté misérable de cette ville que plusieurs films tournés ici mettent en avant. Tout n'était pas net, mais c'était au moins à l'image de la ville qui n'est pas seulement sale et repoussante. Kinshasa, notre pays, a été bien mieux présenté dans *Ima* comparé à ce que je vois d'habitude. La beauté de notre culture est apparente et aussi nos valeurs, notamment le respect de la femme. Et, j'aime beaucoup la personnalité d'*Ima* qui ne se laisse pas impressionner par la star qu'elle côtoie, elle reste simple.

**L.C.K. : A vous entendre, ce n'était pas trop difficile d'entrer dans la peau de Laëtitia ?**



Rebecca Juliana Tshiabu, Laëtitia dans *Ima* (DR)

**R.J.T. :** Non, à vrai dire, ce n'étais pas trop difficile. D'ailleurs, si j'ai fait l'unanimité au casting, c'est parce que je pouvais jouer en restant naturelle. Personne, de ceux qui me connaissant peuvent prétendre que j'ai surjoué. Par ailleurs, le rire c'est une option que j'ai adoptée. Et, comme on le dit souvent, ceux qui rient beaucoup pleurent beaucoup, c'est mon cas. Je pense que le rire est thérapeutique. J'ai pu incarner le rôle d'une adolescente de 18 ans parce que j'ai gardé cette ingénuité des filles de cet âge. J'ai lu le script et j'ai travaillé pour incarner le rôle de cette jeune fille assez délurée et de bonne éducation mais un peu frivole sur les bords qui prend la vie comme elle vient. Je ne connaissais pas bien Dadju mais je devais apprendre à entrer dans la peau d'une vraie fan, adopter les manies des jeunes filles branchées qui vivent à fond dans l'air du temps.

**L.C.K. : Au fond, vous n'étiez pas spécialement fan de Dadju, mais c'est tout autre chose dans *Ima* ...**

**R.J.T. :** Après avoir lu mon

texte, je me suis mise à travailler mon personnage à fond. J'ai commencé à regarder les vidéos de Dadju, à apprendre les paroles de ses chansons parce que pour certaines séquences, comme il s'agissait de ma fête, la caméra serait braquée sur moi. En tant que fan numéro un de Dadju, je devais connaître des paroles, quelques pas... J'ai vu et appris ses pas de danse, j'ai travaillé sur tout cela. Le plus dur c'était d'incarner le personnage d'une grande fan de Dadju. Pour cela, il fallait retenir ses chansons au point d'arriver à bien jouer mon rôle. Mais sinon, à mon avis, pour le reste, c'était plutôt facile. Je dégage déjà beaucoup d'énergie à la base, mon naturel a fait l'affaire. Je ne sais pas cacher mes émotions et sentiments. Ce que je ressens transparait sur mon visage. Quand je suis d'humeur chagrine, je dois fournir beaucoup d'effort pour que cela ne transparisse pas. Le plus souvent je n'y arrive pas. Tout se lit sur mon visage, et j'ai appris que c'est un atout pour le cinéma de savoir être vraie, pouvoir communiquer ses émotions.

*Propos recueillis par Nioni Masela*



Rebecca Juliana Tshiabu et le réalisateur français Nils Tavernier (DR)

a tenté de me faire comprendre que j'étais une artiste et ne devait m'imposer aucune restriction de ce genre. J'en ai parlé avec Nils qui a dit à la styliste de me laisser choisir des tenues où je serai à mon aise. Il lui a expliqué que, dans le cas contraire, je ne serai pas bien dans ma peau. Cela ne cadrant pas avec mes valeurs, je serai coincée et pas

n'arrivais pas à tenir le rythme, c'est alors que Nick Mukoko, Yavan dans le film, avec qui je jouais la scène du moment m'a calmée m'expliquant que les choses se passaient souvent de la sorte, il fallait donner le meilleur. Moi je n'en savais rien, personne ne m'avait prévenue ! J'étais sortie de la maison sans avoir rien mis sous la dent !

## LÉOPARDS

## Le nouveau staff de Sébastien Desabre avec Mihayo

Avant le stage de Casablanca, le sélectionneur et manager des Léopards A football, le Français Sébastien Desabre, a présenté son nouveau staff, avec en son sein l'entraîneur congolais Pamphile Mihayo Kazembe, qui est également l'adjoint du sélectionneur des Léopards A', Otis Ngoma.

Sébastien Desabre a annoncé la publication imminente de la liste des joueurs retenus pour le stage de septembre à Casablanca au Maroc. C'était au sortir d'une réunion avec le président intérimaire de la Fédération congolaise de football association (Fécofa), Donatien Tshimanga, en présence du secrétaire général de la Fécofa Belge Situatala, du conseiller du président de la Fédération Santos Mutubile, et du coordinateur par intérim des équipes nationales, Dodo Landu.

Ce rassemblement au Maroc sera ponctué de deux match amicaux à l'occasion de la trêve Fifa à Casablanca contre le Burkina Faso, le 23 septembre, et la Sierra Leone le 27 septembre 2022. Notons que ce sera le premier contact entre le nouveau staff technique et les Léopards.

**Nouveau staff**

Nommé sélectionneur et manager des



Léopards, Sébastien Desabre vient de rendre public son nouveau staff. Ainsi, Pamphile Mihayo Kazembe a été promu assistant 2, alors que Raphaël Hamidi est assistant 1. Ils remplacent Fantaguzzi et Dauda Lupembe qui

étaient respectivement assistant 1 et assistant 2 sous Hector Cuper. Gérôme d'Antonio va occuper les fonctions de préparateur physique et Robert Kidiaba conserve son poste d'entraîneur des gardiens de la sélection.

Voici le nouveau staff des Léopards A de la RDC au complet : Manager sélectionneur : Sébastien Desabre.

Sélectionneur Adjoint 1: Raphaël Hamidi

Sélectionneur Adjoint 2: Pamphile Mihayo

Préparateur physique : Gérôme D'Antonio

Préparateur des gardiens : Robert Kidiaba

Médecin : Dr. Matthieu Zignani

Médecin Covid : Dr. Jean-Pierre Bungu

Kinésithérapeute 1 : Dr. Thomas Fritz

Kinésithérapeute 2: Cédric Fausto

Ostéopathe : Jean Luc Arberet

Team Manager : Dodo Landu

Secrétaire : Marcel Mayala

Intendant : Serge Bageta

Officier médias : Jerry Kalembo

Kit-man 1: Momokia Yemo

Kit-man 2 : Serge Niangi

Cuisinier : Antoine Mbongo Bongolo

Agent sécuritaire 1: Lofu Bongeli

Agent sécuritaire 2 : Patrick Apataki

agent sécuritaire 3: Richard Nkusu.

*Martin Enyimo*

# INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo  
un acteur économique majeur à vos côtés



\*CONNECTEZ-VOUS

[www.lesdepechesdebrazzaville.fr](http://www.lesdepechesdebrazzaville.fr)  
[www.adiac-congo.com](http://www.adiac-congo.com)

## CINÉMA

# Fermeture momentanée de CanalOlympia

Depuis le 6 septembre, la salle de cinéma CanalOlympia, dans le troisième arrondissement Poto-Poto, a fermé ses portes jusqu'à nouvel ordre. Une annonce qui laisse perplexes les Brazzavillois, amoureux du septième art.

« Nous vous informons que votre salle de cinéma CanalOlympia sera fermée à partir d'aujourd'hui et jusqu'à nouvel ordre. Nous nous excusons pour la gêne occasionnée », a annoncé, le 6 septembre, l'équipe CanalOlympia via un post sur Facebook. Un communiqué qui fait suite à un premier signalant un problème technique rencontré le 3 septembre et annulant ainsi les séances de projection dudit jour. Croyant que ce fut un problème technique passager qui devrait se résoudre le plutôt possible, malheureusement, ça n'a pas été le cas. Selon une source concordante, le problème technique signalé le 3 septembre est avéré et sa résolution pourrait s'étendre durant quelques jours ; d'où l'obligation de suspendre momentanément la diffusion des films. Ce, jusqu'à la réouverture de la salle qui

pourrait avoir lieu d'ici peu, soit peut-être dans une semaine voire deux au maximum comme le souhaitent les cinéphiles.

La diffusion du communiqué imprécis de CanalOlympia Poto-Poto a donné lieu à une vague de spéculations sur la toile. Pour certains internautes, s'il s'agit bel et bien d'un problème technique, « pourquoi la structure n'a-t-elle pas fait un communiqué dans ce sens en précisant le mobile de la fermeture, tel que ce fut le cas récemment en août dernier lorsqu'elle réalisait sa maintenance annuelle ou encore en mars 2020, en raison de la pandémie de Covid-19 ? ». Et pour d'autres, il s'agirait d'un problème autre que celui technique ; notamment une irrégularité dans le paiement des taxes ou encore une baisse des recettes de ladite structure. Dans tous



Une vue intérieure de la salle CanalOlympia Poto-PotoDR

les cas, les Brazzavillois se sentiraient plus apaisés et éclairés en sachant la vraie cause de cette fermeture et quand pourra intervenir exactement l'ouverture. Ce, afin de renouer avec leurs habitudes cinématographiques.

Construit par le groupe français Bolloré et inauguré en

avril 2019, CanalOlympia Poto-Poto est, à ce jour, la seule salle de cinéma qui permet aux habitants de Brazzaville de suivre régulièrement une panoplie de films africains, américains, européens. Des blockbusters aux films d'actions, d'horreur, de la comédie,

du drame, en passant par des films familiaux ou encore des films d'animation à des tarifs abordables. CanalOlympia Poto-Poto dispose de trois cents places et propose, du mardi au dimanche, environ vingt séances hebdomadaires de films.

Merveille Atipo

## APPEL À FILMS

## Les productions cinématographiques attendues au Fespaco

Les inscriptions pour la sélection officielle des films au Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (Fespaco) se poursuivent jusqu'au 31 octobre 2022.

La 28e édition du Fespaco se tiendra du 25 février au 4 mars 2023, au Burkina Faso, sur le thème « Cinémas d'Afrique et culture de la paix ». Les cinéastes doivent s'approprier du thème dans leurs productions cinématographiques. Cette édition aura deux sélections : la sélection compétition officielle et la sélection hors compétition.

En ce qui concerne la sélection compétition officielle, elle est réservée aux films de réalisateurs africains et de la diaspora repartis en huit catégories suivantes : fiction long et court métrage ; documentaire long et court métrage ; films ou documentaire des écoles africaines de cinéma ; séries télévisées en deux épisodes consécutifs de 52 minutes chacun, trois épisodes de 26 minutes chacun ou six



épisodes consécutifs de 13 minutes chacun ; films d'animation ; perspectives, fespaco shorts, film du Burkina Faso.

Quant à la sélection hors

compétition, celle-ci est ouverte aux films des cinéastes du monde. Quatre catégories sont retenues : la section panorama, fespaco classic, fespaco Sukabè

(enfants), les projections spéciales (focus pays invité, cartes blanches).

Le ou la candidat (e) ne doit pas présenter le film déjà projeté lors d'une pré-

cedente édition du Fespaco, le film ne doit pas être un film publicitaire ou institutionnel. Toute inscription se fait sur le site officiel du festival [www.fespaco.org](http://www.fespaco.org).

Outre les projections, il y aura également des colloques et une rue marchande.

Le Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou est l'un des plus grands festivals du cinéma africain. Il a été créé en 1969 à Ouagadougou à l'initiative d'un groupe des cinéphiles, autrefois appelé sous le nom de « Premier festival de cinéma africain de Ouagadougou ». Le festival se déroule tous les deux ans dans la capitale Burkinabè au cours duquel le grand prix Étalon d'or de Yennenga est attribué à la meilleure production.

Rosalie Bindika

LIGUE AFRICAINE DES CHAMPIONS

# AS Otohô affronte Cape Town City FC

L'équipe championne du Congo sera reçue le 10 septembre en Afrique du sud par le club local de Cape Town City FC, en match aller du tour préliminaire de la Ligue africaine des champions.

L'AS Otohô est le seul club congolais à entamé la compétition par les préliminaires. Les Diabes noirs ayant été exemptés. Le récent souvenir face au club sud-africain devrait donner plus de motivation au représentant congolais pour aller le plus loin possible dans cette compétition, en commençant par se qualifier face à une équipe venant de l'Afrique du sud.

C'est la deuxième fois de son histoire que l'AS Otohô affronte un club sud-africain. Lors de la saison 2019-2020, en effet, l'AS Otohô avait été éliminée par les Mamelodi Sundowns, l'autre club sud africain à cette étape de la compétition. L'AS Otohô s'était lourdement inclinée en Afrique du sud 0-4 après sa victoire à l'aller (2-1). Cette fois-ci pour sa sixième participation consécutive en compétition africaine, c'est un club méconnu par les Congolais qui se présente devant elle. Sa structuration fait de lui le favori. « Cape Town City FC n'est pas un gros morceau parce que tout le monde ne le connaît pas, mais elle reste une équipe du championnat sud-africain où les salaires sont énormes. Ses joueurs doivent gagner 10



ou 15 fois plus que les nôtres ici. Ce n'est pas négligeable. Ils ont des structures professionnelles et les conditions de travail qui sont au top. On va jouer quasiment contre un club de niveau européen », a commenté l'ancien directeur sportif devenu entraîneur de l'AS Otohô, après avoir été sélectionneur du Djibouti. L'AS Otohô a débuté un nouveau cycle après avoir définitivement

tourné la page des cinq saisons passées sous les ordres du technicien malien Alou Badra Diallo pour confier à Julien Mette les clés du staff technique. L'entraîneur a assuré observé l'adversaire par le biais des séances vidéos dans le but de contrer ses plans. Contrairement à cette équipe congolaise, Cap Town City est en pleine compétition. Elle occupe actuellement la 7e place du championnat sud africain

L'AS Otohô entre en compétition ce samedi/Adiac

après avoir disputé huit matches pour un bilan de deux victoires, trois matches nuls et trois défaites. Elle est vice championne d'Afrique du sud et est entraînée par l'ancien international sud africain, Eric Tinkler. Cette ligue des champions faut-il le rappeler, est un défi pour lui puisque en cinq participation, l'AS Otohô n'a jamais réussi à se qualifier à la phase de poules de la C1. Par deux fois, elle a été éli-

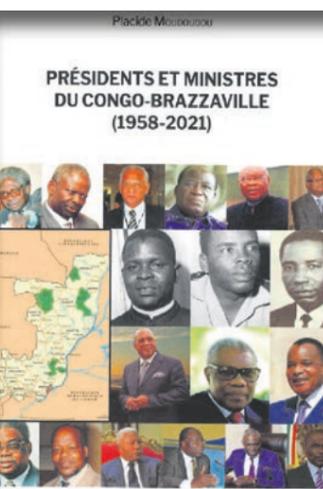
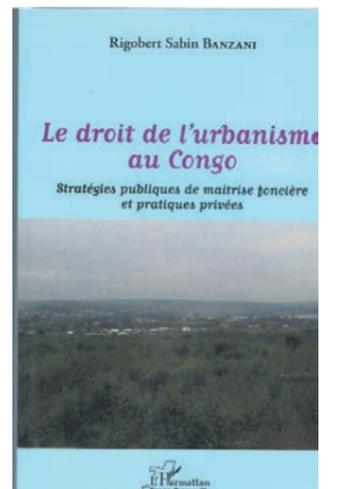
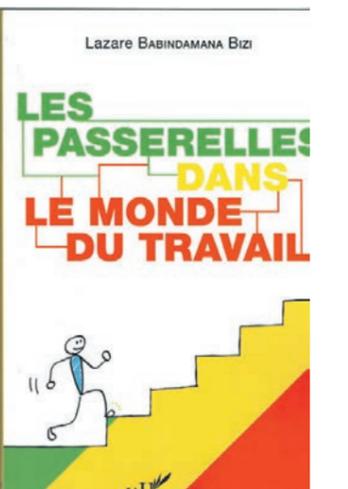
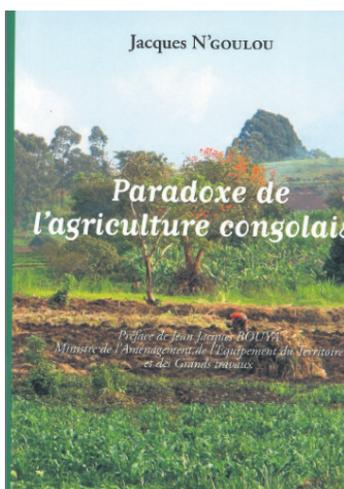
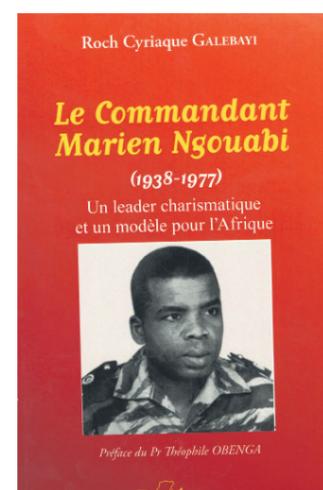
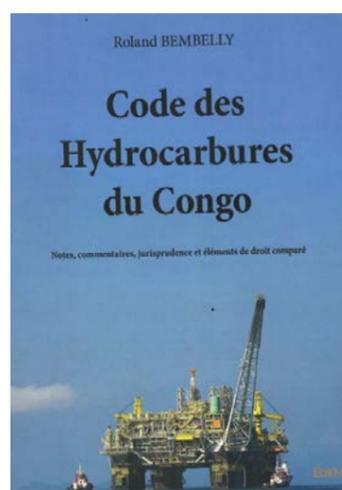
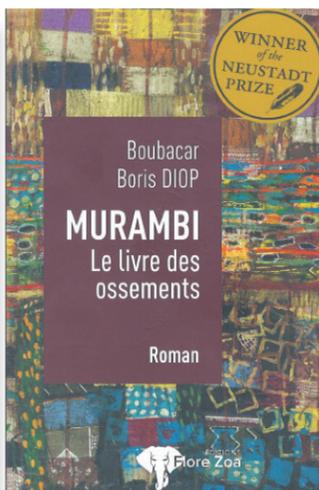
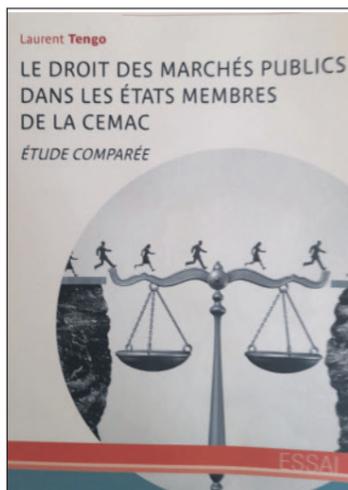
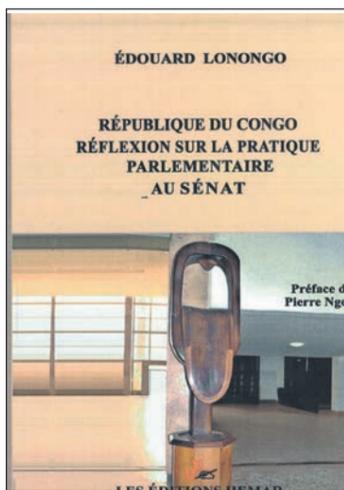
minée à la porte des poules pour être reversée à la Coupe de la Confédération et gagner sa place dans les groupes en 2019 et 2022. L'AS Otohô veut, cette fois-ci, franchir un palier. « On n'est pas les favoris, mais c'est encore plaisant d'éliminer un club quand vous n'êtes pas favoris. J'ai connu cette expérience, il y a 3 ans avec Djibouti. Quand vous battez un club en étant plus petit, c'est encore merveilleux et plaisant. On va faire tout ce qui est à notre pouvoir pour perturber cette équipe et passer le premier tour pourquoi pas le deuxième », a souligné Julien Mette. Le match retour se jouera le 18 septembre au stade Alphonse-Massamba-Débat à Brazzaville.

Le vainqueur de cette double confrontation sera face au gagnant du match Black bulls du Mozambique contre Pédro Atlético d'Angola. La manche aller est prévue entre le 7 et 9 octobre, puis le retour le 14 et 16 octobre. Le gagnant accédera à la phase de groupes et le perdant jouera le tour de cadrage pour être reversé à la Coupe africaine de la confédération.

James Golden Eloué



## EN VENTE



## RECHERCHE MÉDICALE

# Francine Ntoumi intègre l'Académie mondiale des sciences

La scientifique de la République du Congo fait partie des cinquante-trois nouveaux membres élus cette année. En dehors de Francine Ntoumi, les autres nouveaux membres africains sont originaires du Cameroun (2), du Kenya (1), du Mali (1), d'Afrique du Sud (1), d'Éthiopie(1), du Sénégal (1), de Gambie (1) et du Nigeria (1).

L'Académie mondiale des sciences (The world academy of science) a récemment publié la liste de ses nouveaux membres élue en 2022. Cet honneur, que l'académie qualifie de «sommet de la réussite scientifique», est décerné aux scientifiques qui ont contribué, de manière significative, à l'avancement de la science dans les pays en développement.

Au total, l'Académie mondiale des sciences compte 1192 membres élus représentant 108 pays, dont 11 lauréats du prix Nobel. 211 femmes représentent 15,8 % du total. Actuellement, 124 scientifiques des pays en développement effectuent des mandats de cinq ou six ans en tant que jeunes affiliés, 68 femmes représentant 55% du total. 265 autres scientifiques sont des anciens du programme des jeunes affiliés.

## Biologiste moléculaire

La professeure Francine Ntoumi est une biologiste moléculaire, fondatrice, présidente et directrice exécutive de la Fondation congolaise pour la recherche médicale, en Répu-

blique du Congo. Elle est aussi maîtresse de conférences en immunologie à l'université Marien-Ngouabi et professeure associée et chef d'un groupe de recherche à l'Institut de médecine tropicale de l'université de Tübingen, en Allemagne. Elle est membre de plusieurs comités et réseaux scientifiques internationaux en Afrique et en Europe, et apporte également son expertise à l'Union africaine (UA) en tant que membre du groupe de haut niveau sur les technologies émergentes. Son principal domaine de recherche est le paludisme et, tout au long de sa carrière, elle a formé des scientifiques africains de différentes nationalités dans des disciplines telles que l'immunologie et l'épidémiologie moléculaire.

Depuis janvier 2009, la professeure Francine Ntoumi participe au renforcement des capacités de recherche biomédicale en Afrique centrale par le biais du Réseau d'Afrique centrale sur la recherche clinique et du réseau panafricain Pandora-ID-Net. Francine

Ntoumi a étudié en France, où elle a obtenu un doctorat en sciences à l'université Pierre et Marie-Curie. Elle a commencé sa carrière dans la recherche sur le paludisme (immunologie et épidémiologie moléculaire) à l'Institut Pasteur de Paris et l'a poursuivie dans différents pays (Gabon, Allemagne et Congo). Elle a également occupé des postes dans des organisations internationales aux Pays-Bas et en Tanzanie, où elle a été la première responsable africaine de l'Initiative multilatérale sur le paludisme. Au Congo, en 2012, Francine Ntoumi a lancé le premier programme de recherche congolais sur l'infection à plasmodium pendant la grossesse, évaluant l'impact du traitement préventif intermittent à la sulfadoxine-pyriméthamine et menant des études de surveillance sur la résistance des souches de plasmodium aux médicaments antipaludiques. La même année, Francine Ntoumi a reçu le prix scientifique Kwame Nkrumah de l'UA pour les femmes, et a été lauréate du prix Rice (Réseau



Pr Francine Ntoumi

international des Congolais de l'extérieur). Elle a reçu les prix Georg Forster en Allemagne et Christophe Mérieux en France, respectivement en 2015 et 2016. En 2016, elle a

aussi reçu la médaille d'or de la recherche scientifique des mains du chef de l'État de la République du Congo, Denis Sassou N'Guesso.

**Patrick Ndungidi**

## FÉCOFOOT

## La Fifa et la CAF saluent la réélection de Jean Guy Blaise Mayolas

La Fédération internationale de football association (Fifa) et la Confédération africaine de football (CAF) n'ont pas manqué de féliciter Jean Guy Blaise Mayolas pour sa réélection à la tête de la Fédération congolaise de football (Fécofoot) pour un nouveau mandat de quatre ans.

Les deux structures partagent le même avis sur les efforts déployés par l'actuel président de la Fécofoot pour le développement du football, leur bien commun. « Je saisis cette occasion pour vous remercier pour tous vos efforts, votre travail et votre importante contribution au développement de notre sport et à la promotion de ses valeurs au Congo, en Afrique et dans le monde », a écrit Gianni Infantino, président de la Fifa dans la lettre qu'il a adressée, le 6 septembre, à son homologue de la Fécofoot.

Pour ce nouveau mandat, la Fifa a assuré de son entière disponibilité à travailler avec la Fécofoot pour la croissance



Photo de famille après les élections à la Fécofoot/Adiac

et la prospérité du football congolais dans les années à venir.

Patrice Motsepe, le président de la CAF, a lui aussi témoigné son soutien et celui de la CAF dans les efforts fournis par Jean Guy Blaise Mayolas pour la promotion du football au Congo. « Vous faites un excellent travail pour la promotion et le développement du football en République du Congo et je sais compter sur votre contribution à l'essor du football africain », a-t-il souligné le 4 septembre.

Pour la CAF, cette réélection témoigne de la confiance des membres de votre fédération en votre leadership.

**James Golden Eloué**